

BUREAUX: RUE NAIN, 4

ABONNEMENTS:

ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois, 25 fr.; Six mois, 45 fr.; Un an, 80 fr. LE NORD DE LA FRANCE: Trois mois, 14 fr.; Six mois, 27 fr.; Un an, 51 fr. — L'abonnement continue, sauf avis contraire. ANNONCES: 20 centimes la ligne. RÉCLAMES: 25 centimes. — On traite à forfait.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

PROPRIÉTAIRE-GÉRANT: A. REBOUX

ON S'ABONNE ET ON REÇOIT LES ANNONCES: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 4; A Lille, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A Paris, chez MM. Havas-Lafitte-Bailly et Cie, place de la Bourse, 8; A Bruxelles, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine et chez J.-B. PANDON et FILS, 26, Chaussée d'Alsberg, à Saint-Gilles-Bruxelles

Heures de départ des trains: Roubaix à Lille, 5 13, 7 18, 8 15, 9 42, 11 46, m., 12 23, 1 58, 3 39, 5 12, 6 18, 7 28, 8 28, 9 38, 11 08 s. Roubaix à Tourcoing-Mouscron, 5 38, 7 18, 8 45, 10 18, 11 23, m., 1 20, 2 45, 5 10, 5 38, 7 18, 8 23, 10 36, 11 38. Lille à Roubaix, 5 15, 6 55, 8 23, 9 55, 11 05, 12 57, 2 22, 4 47, 5 20, 6 55, 8 00, 10 13, 11 15. Tourcoing à Roubaix et Lille, 5 05, 7 10, 8 05, 9 40, 11 34, 12 15, 1 50, 3 31, 5 05, 6 11, 7 18, 8 18, 9 28, 11 00. Mouscron à Lille, 6 52, 9 22, 11 20, 11 27, 1 13, 4 47, 5 49, 7 02, 9 05. DIMANCHES ET FÊTES: Tourcoing à Mouscron, 7 27, 7 36 soir; Mouscron à Tourcoing, 8 00 soir

ROUBAIX, 20 DÉCEMBRE 1874.

BULLETIN DU JOUR

C'est demain lundi que l'ordre du jour appelle en deuxième lecture le projet de loi sur l'enseignement supérieur; on doit s'attendre à de grands efforts faits par les pseudo-libéraux pour résoudre le problème de donner aux autres l'apparence de la liberté, en gardant pour soi le bénéfice, au moyen de la collation des grades, dont ils veulent à tout prix réserver à l'Etat le privilège exclusif. De la part de l'extrême gauche, la discussion sera aussi violente contre le catholicisme et ses doctrines qu'on peut le souhaiter à Berlin. Le mot d'ordre est donné: C'est l'idée de Dieu qu'il faut combattre, c'est le christianisme qu'il faut anéantir. Hélas! cela n'est pas nouveau; car déjà, en 1848, un orateur de quelque renom, qui fut commissaire de M. Ledru-Rollin, s'écriait dans une réunion publique: « Notre société repose sur une triple erreur: La religion, la famille, la propriété; à tout prix il faut les détruire. »

On se séparera vraisemblablement pour une dizaine de jours la veille de Noël. Une sorte de trêve qu'on appelle la trêve des églises semble consentie par tous les partis. C'est donc en janvier que chacun se donne rendez-vous. La gauche charge toutes ses mines et M. Thiers s'apprête à prendre le commandement de toutes les troupes républicaines. Avant-hier, au centre gauche, son porte-parole, M. Corne, a répondu aux interpellations de M. Marcel Barthe qu'il n'avait jamais été question de négocier avec le centre droit. La veille, M. Dufaure, que les partisans de la chimérique conjonction des centres avaient la naïveté de croire gagné à leur cause, avait déclaré à la commission des Trente qu'il s'opposerait à toute discussion qui ne porterait pas sur un ensemble de propositions constitutionnelles liées ensemble et solidaires l'une de l'autre.

En d'autres termes, M. Dufaure qui, à Bordeaux, a poussé M. Thiers dans la voie républicaine, reste insensible à toutes les avances qui lui ont été faites. Pour notre part, nous ne plaignons pas le gouvernement de l'échec subi par les hommes politiques qui, au risque de le faire dévier de sa ligne de conduite, cherchaient à gauche un appui que les députés de ce parti ne veulent ni ne peuvent donner à l'élu du 24 mai. Mais nous estimons que le devoir de la majorité est d'autant plus net, plus rigoureux qu'il est plus clairement démontré qu'en dehors d'elle le chef qu'elle s'est donné ne compte que des adversaires.

L'administration des douanes vient de publier le résultat des importations et des exportations du commerce de la France pour 1873. Si les préoccupations politiques n'absorbaient pas, au point que nous voyons, tous les esprits, ce volume, si rempli de faits économiques, serait pour nos députés la source des

études les plus fructueuses. Il leur prouverait, s'ils voulaient scruter la puissance de notre vitalité productive et consommatrice, combien les intérêts les plus respectables sont obligés de s'abstraire des incertitudes et des subtilités de la politique et du parlementarisme pour nous permettre de maintenir notre rang industriel et commercial. Ils y verraient aussi du même coup le surcroît de prospérité que nous apporterait le triomphe d'une politique rationnelle fondée sur l'ordre et le respect des intérêts nationaux.

Une ordonnance de non-lieu est rendue définitivement dans l'affaire du prétendu comité de l'Appel au Peuple, découvert par M. Girerd.

Les députés de la gauche, en apprenant cette nouvelle, ont manifesté l'intention d'interpeller de suite le gouvernement, pour demander communication du dossier judiciaire; mais après réflexion, l'interpellation a été ajournée au 10 janvier.

A propos du procès de M. le comte d'Arnim, il nous paraît intéressant de rechercher quelle fut la conduite de l'ancien ambassadeur de Prusse près le St Siège, pendant la période 70-71, et au moment de l'invasion des provinces romaines et de l'attaque sacrilège des Piémontais contre la ville de Rome. Nous avons choisi pour guide l'histoire de l'invasion des Etats Pontificaux par l'armée italienne, par le comte de Bauffort, officier aux zouaves pontificaux, ouvrage d'un très grand intérêt et qui jette un plein jour sur ces tristes journées dont on s'est à peine aperçu en France, absorbé que l'on était par d'autres événements dont notre malheureuse patrie était alors le théâtre.

Au commencement du mois de septembre 1870, le comte d'Arnim se trouvant en congé à Berlin, s'était hâté d'en repartir le 3, pour regagner son poste. « C'était, disait-il le 4 à Vienne, à un personnage fort intéressé à savoir le vrai des choses, c'était pour se placer aux côtés du Pape et pour y défendre sa personne. » Malgré cette hâte, il trouvait néanmoins le temps de consacrer à Florence toute la journée du 8 à des colloques douteux avec les ministres italiens et son collègue, le comte Brasier de St-Simon. Arrivé enfin à Rome, il s'y offrit, il est vrai, comme médiateur entre les belligérants, mais dans quel but? Au lieu de chercher à retenir les armes italiennes et à protéger le Pape, il employa toute son influence et tous ses efforts à ouvrir pacifiquement aux Piémontais les portes de Rome, et à satisfaire ainsi tous les vœux du cabinet de Florence. A demi-désavoué, en apparence, par son gouvernement, qui déclarait au ministre italien, à Berlin, par l'intermédiaire du secrétaire d'Etat, que « le comte d'Arnim avait agi de sa propre initiative. » (Dépêche de M. Lauany à M. Visconti-Venosta du 20 et 24 septembre 1870), il fut pleinement approuvé au fond, et la conduite ultérieure du cabinet prussien a fait assez

connaître que les agissements de M. d'Arnim étaient parfaitement en rapport avec ses intentions.

C'était le 16 septembre 1870; Rome était cernée de toutes parts par l'armée Piémontaise, qui resserrait de plus en plus son cercle de fer autour de la ville éternelle. Pendant que l'ennemi se tenait encore hors de portée, la garnison de Rome demeurait forcément inactive, le cardinal Antonelli convoquait au Vatican, dans l'après-midi, les membres du corps diplomatique. Nous ignorons les détails de cette conférence; mais en sortant du Vatican M. d'Arnim fit partir aussitôt pour Florence, son secrétaire de légation, comte de Limbourg-Syrom; celui-ci devait télégraphier de là à Berlin, pour demander des instructions sans doute. L'ambassadeur de Prusse faisait en même temps prévenir le général Cadorna de son dessein d'aller le trouver le lendemain. Quelques heures encore et M. d'Arnim allait commencer ce rôle étrange qu'il jugea bon de jouer alors.

Le général Cadorna, commandant en chef l'armée piémontaise envoyée pour envahir les provinces pontificales, avait déjà essayé plusieurs fois par des négociations de faire ouvrir les portes de Rome sans avoir recours au canon; mais le général Kawlerz, ministre des armes de Sa Sainteté avait toujours renvoyé ces négociateurs avec des réponses dignes, nettes et inspirées par la résolution inébranlable de se défendre malgré tout. Il devenait difficile à Cadorna d'envoyer de nouveaux parlementaires pendant tout le temps qu'il passait à concentrer ses troupes sur la rive gauche du Tibre, aussi accueillit-il volontiers les propositions que vint lui faire le ministre de Prusse.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, M. d'Arnim avait fait annoncer dès le 16 au soir sa visite au général, et fidèle à sa promesse, il se rendit le samedi matin 17 à huit heures au quartier général de Cadorna, déjà transporté alors sur la rive gauche du Tibre. — A Rome, où cette démarche fut connue, elle causa un moment de joie dans une partie de la population, qui voulait croire à une intervention directe et à un veto de la Prusse. « Les Italiens n'entrèrent pas, la Prusse a protesté, » se disait-on dans les rues, persévérant ainsi avec une étrange obstination dans une vieille illusion sur le rôle des Prussiens; cherchant, de son côté, à donner le change sur la démarche de M. d'Arnim, le gouvernement italien déclarait dans la Gazzetta ufficiale, que l'ambassadeur allemand s'était rendu au camp « pour affaires personnelles et pour connaître les intentions du général Cadorna. » Le prétexte était grossièrement trouvé et sans doute M. d'Arnim fut peu satisfait de l'explication: prétendre que pour connaître les intentions de l'armée assiégeante, il dut se rendre dans son camp, c'était lui supposer un manque de clairvoyance et de pénétration peu flatteur pour un diplomate.

La vérité n'était toutefois pas beaucoup moins étrange. S'arroyant un

rôle de médiateur dont nul n'avait demandé l'intervention, M. d'Arnim, qui, depuis la déclaration du cardinal Antonelli, savait s'en tenir sur les intentions de la cour de Rome, M. d'Arnim vint entretenir longuement le général Cadorna de l'état de Rome. Il lui représenta que l'élément militaire y était maître de la situation, ce qui rendait inévitable une résistance armée, et lui demanda jusqu'où, en ce cas, il pousserait les choses. Le général répondit que le gouvernement du roi avait déjà manifesté ses intentions; que, pour lui, confirmant ses vues à celles de son gouvernement, il avait usé de la plus grande longanimité et de tous les égards possibles; mais que, après la réponse faite à la lettre dont il avait chargé le général Corchidio, il ne pouvait hésiter plus longtemps, et devait mettre fin à la domination tyrannique (prepotenza) des troupes étrangères qui imposaient au St-Siège et aux Romains leurs propres volontés. Le comte d'Arnim tomba d'accord de tout cela; mais il demanda au général de différer encore de 24 heures l'attaque de Rome, et de lui laisser, parce délai, la possibilité d'agir sur l'esprit du Pape et sur celui de son entourage. Il espérait, par ces efforts réitérés, leur faire abandonner toute idée de résistance et les ramener à ouvrir d'eux-mêmes les portes de Rome à l'armée italienne. Une pareille proposition était acceptée d'avance et Cadorna se hâta d'y acquiescer, « d'autant plus volontiers, comme il l'avoue ingénument dans son rapport, que ce délai lui était nécessaire pour concentrer et ordonner ses troupes. »

Tel est le récit de Cadorna et celui de la Gazzetta ufficiale, du 17 septembre. Quelques jours après le comte Blome, qui avait vu dans la Gazzetta que M. d'Arnim accusait les « mercenaires » étrangers de faire agir le Pape sous leur pression, adressa au Vaterland de Munich, à la Presse de Vienne, au Times, à la Gazette d'Augsbourg et à quelques autres journaux une protestation signée de son nom et dans laquelle il qualifiait, en qualité de témoin oculaire, d'insigne mensonge les allégations de la Gazzetta ufficiale, ajoutant qu'il demandait à M. d'Arnim un démenti public des paroles qu'on lui attribuait. C'était une sorte de mise en demeure pour le comte d'Arnim de se justifier; mais l'ambassadeur prussien a jugé bon de ne jamais répondre.

Est-il besoin de dire aussi que dans cette entrevue, le général italien put avoir par l'ambassadeur prussien d'utiles informations sur les préparatifs de la défense de Rome et sur les positions occupées par les troupes pontificales. Il était midi quand le comte d'Arnim quitta le camp piémontais, promettant, paraît-il, d'y revenir le lendemain. Dans l'après-midi du 18, M. d'Arnim avait écrit au général Cadorna que, malgré tous ses efforts, il n'avait pu faire abandonner à la Cour de Rome le projet de s'opposer par la force à l'entrée des Italiens. Il le remerciait en même

temps de lui avoir laissé, en différant de 24 heures l'attaque, le temps d'essayer un tentative restée malheureusement impuissante devant la prépondérance tyrannique de l'élément militaire.

En vérité, à parler de cette tyrannie militaire, comme le faisait M. d'Arnim, et à montrer le Pape comme assujéti à des volontés étrangères, il y avait une erreur toute gratuite et assurément volontaire. Nul ne pouvait à Rome se tromper et nul ne se trompait sur ce point. La manière dont, au milieu même du combat, les troupes cessèrent le feu pour obéir aux ordres du Pontife (et tout le monde comprend assez combien une telle obéissance devait coûter à des soldats) dit assez haut qui commandait à Rome, du Pape ou de l'armée; et quant à ses désirs de conciliation et d'accommodements, qui eussent équivalu à l'abandon de tous ses droits, désirs que M. d'Arnim prêtait gratuitement au Saint Père et qu'il prétendait étouffer par la prepotenza d'une consorte étrangère, un journal piémontais, le Tribuna, a lui-même avoué que personne ne s'en doutait à Rome, que personne ne les devinait et que ces dispositions plus que résignées étaient complètement inconnues, nel tutto sconosciute. La raison en était simple: c'est qu'elles n'ont jamais existé. Bien loin de songer à céder, Pie IX disait lui-même à un officier: « Si je n'étais que Jean Mastai, à 78 ans je serais à cheval à votre tête. » Il y avait là pour Pie IX une question de devoir et d'honneur, avec lesquels il ne pouvait transiger.

Pendant ce temps, l'armée italienne terminait ses préparatifs d'attaque et tandis qu'au dehors Cadorna donnait ses dernières instructions, à l'intérieur de la ville, le comte d'Arnim faisait un suprême effort pour lui en ouvrir les portes. Quel triomphe pour lui, si, sans effusion de sang, sans l'emploi d'une violence, honteuse même quand elle réussit, il pouvait livrer la ville au roi galantuomo! Obtenir une reddition bénévole, prévenir par ce moyen les réclamations des puissances, les plaintes des catholiques, les revendications de l'avenir; au lieu des caractères transitoires de la force, donner, en quelque manière, la consécration d'un droit aux ambitions du Piémont, n'était-ce pas rendre à l'Italie un de ces services qui devaient l'attacher à jamais à la politique et à l'alliance de la Prusse?

Le diplomate prussien en jugeait ainsi, et voilà pourquoi, son hostilité contre l'église aidant encore, il ne se rebutait pas malgré ses échecs, travaillait opiniâtrement à ce but, et, le 19 septembre, voulut encore tenter un dernier effort. Il se rendit chez le Saint-Père dans la matinée, et le pressa encore de consentir à une entrée pacifique des Italiens, lui représentant que l'occupation de Rome par les troupes royales pouvait seule consolider le trône de Victor-Emmanuel, menacé par la révolution; que si le roi ne donnait pas Rome pour capitale à l'Italie, l'avènement de la république était inévitable

Feuilleton du Journal de Roubaix du 21 DÉCEMBRE 1874.

L'ESCLAVE

PAR G. DE LA LANDELLE. V. PREMIÈRE JOURNÉE DE SERVITUDE (Suite)

Au milieu de tout cela, grâce à la salubrité du climat et à la vie des champs, l'enfant s'était admirablement développée. Elle était grande pour son âge, souple, agile, très-jolie. Blanche et rose, cette jeune fleur des colonies s'épanouissait en dépit du souffle de l'adversité. Ses grands yeux, d'une nuance très-sombre, son abondante chevelure brune, ses traits aquilins lui donnaient avec sa marraine une ressemblance telle, que, plusieurs fois, des étrangers, la prenant pour la fille de Don Ciprian, en avait complimenté madame Farniz.

Celle-ci, qui n'avait pas d'enfants, en fut tantôt flattée, tantôt contrariée. Un jour, elle exigeait que Rita lui donnât le nom de mère; un autre jour elle répondait avec dépit: — Non, par malheur, ce n'est que ma pupille.

Carescée quelquefois, le plus souvent rebulée avec sévère, Rita était devenue sérieuse et pensive. Son sourire triste n'en était que plus sympathique. Victor

ne tarda pas à la remarquer. Il la regardait au moment où la maîtresse du logis lui demandait son nom.

— Il ne sait pas encore l'espagnol, se hâta de répondre don Ciprian.

Urbana fronça ses beaux sourcils noirs:

— Il s'appellera Yoyo! dit-elle; et, s'adressant à Calisto: — Toi, tu lui apprendras à parler!

— Oui, maîtresse, je vois le lui apprendre, fit la mégère d'un accent de joie, non sans caresser le manche d'un rotin, dont elle ne se séparait jamais, au grand chagrin de tous les négrillons, et de toutes les négrillons de la plantation.

Le cœur de Rita se serrait. Victor, pour tous vêtements, n'avait que son lambeau d'étoffe blanche. Urbana donna l'ordre de l'habiller pour son service.

Calisto, chargée de ce soin, devait lui fournir, non-seulement un pantalon de coton descendant un peu au-dessous du genou, mais encore une chemise, autre privilège d'esclave de luxe, car aucun des nègres employés aux champs n'en portait.

— Je crois, chère amie, hasarda don Ciprian, qu'il conviendrait de lui donner un chapeau de paille.

— Assurément, fit Urbana, il faut conserver son teint.

A ces mots, elle se recoucha dans son hamac, et voulut que son mari lui rendit un compte détaillé de ses démarches pour l'acquisition de Yoyo. Elle y prit,

en vérité, le plus vif intérêt:

— Dès qu'il saura un peu parler, nous le ferons instruire et baptiser par un révérend père de Sainte-Brigitte.

— Je comptais vous proposer cette bonne œuvre, dit don Ciprian.

— Et je serai sa marraine, à lui aussi.

— Parfaitement! Mais à propos, que devient Rita?

— Elle était ici à l'instant.

— Je ne l'ai pas aperçue.

— C'est qu'avec sa sauvagerie de plus en plus maussade, elle s'est bien gardé de vous dire bonjour.

— Elle n'aura pas osé!

— Croyez-vous donc lui faire peur? Elle n'a déjà plus peur de Calisto, qu'elle brave en face.

— Ah! vous croyez?

— O mon Dieu! combien cette farouche petite sotte me lasse et m'ennuie!

— C'est pourtant le témoignage vivant de votre générosité! Sans vous, que devenait-elle? Son seul autre parent, l'oncle Fayal, était au Mexique....

— Lui avez-vous écrit?

— Dix fois, comme vous le savez.

Urbana fit la moue:

— Je parle de cette semaine, fit-elle.

— Ma dernière lettre est partie avant-hier.

— Et comme les autres, restera sans réponse! Ah! quelle charge! Rita grandit à vue d'œil; dans six ou sept ans, ce sera une jeune personne. Que faire alors?

— Elle a du bien; nous la marierons.

— Sera-ce possible?

— Don Ciprian se garda bien de contre-dire sa fantaisie moitié.

— Oui, répéta-t-il en soupirant, sera-ce possible?

— Bah! fit Urbana, de quoi vous inquiétez-vous? D'ici à sept ans tant de choses peuvent arriver?

— Assurément, reprit Ciprian Farniz avec une résignation exemplaire. Fayal, de retour de ses voyages, peut se décider à répondre. Il deviendrait tuteur de Rita, et nous déchargerait de tous soucis à son égard. Du reste, les propriétés de l'enfant sont parfaitement gérées; elle aura de quoi vivre fort à son aise, et pourra même très-aisément nous rembourser tous les frais qu'elle nous occasionne.

— Oh! assez, de grâce! interrompit Urbana; ne savez-vous point que j'ai horreur de parler affaires?

Il fallait être le bonhomme Farniz pour dire flegmatiquement en roulant une cigarette:

— Yoyo sait servir à table; pour les jours de cérémonie, une livrée ferait bien....

— Allons! vous vous appropriez mon idée.

— Aucunement, chère amie; mais je ne puis acheter l'étoffe ni les galons sans être fixé sur votre goût.

— A la bonne heure!... Eh bien, voyons! dit Urbana, qui se mit sur son séant.

La veste de cérémonie serait-elle

rose, isabelle ou lilas? Les manches seraient-elles taillées à la turque ou à l'espagnole? De quels rubans, galons ou boutons, le tout serait-il relevé?

Tandis que ce grave problème s'agitait sur la terrasse à colonnettes, Victor avait suivi Calisto dans une sorte de lingerie, où elle lui donna les humbles vêtements qu'il devait mettre.

Il en ressortit, habillé en esclave, comprimant sa douleur, invoquant le secours du ciel. Rita se trouva sur son passage et lui sourit sans que Calisto pût s'en apercevoir. Ce sourire enfantin rassérénait son courage. Il le rendit en posant la main sur son cœur. Rita rougit, mit un doigt sur sa bouche, et s'enfuit toute tremblante.

— Que suis-je pour le protéger et le consoler? pensait-elle.

Loin d'oser braver en face la tyrannie qu-Calisto, elle craignait d'attirer de pires traitements sur le nouvel esclave, si elle lui témoignait ouvertement sa sympathie. Victor le sentait, et en fut pénétré de reconnaissance.

Autour de lui passaient des nègres et des négresses dont plusieurs lui adressèrent la parole, et qui, haussant les épaules, dirent entre eux:

— Il n'entend pas!... Il ne comprend rien!... Il ne sait point parler!

Victor, devinant le sens de ces mots, s'appliquait à les retenir. Tous ses efforts tendaient à apprendre une langue, sans laquelle il ne pourrait même pas protester contre sa mauvaise fortune.